



HAL
open science

Le sport, un instrument diplomatique et un succédané aux guerres

Gautier Fontanel, Liliane Bensahel, Jacques Fontanel

► To cite this version:

Gautier Fontanel, Liliane Bensahel, Jacques Fontanel. Le sport, un instrument diplomatique et un succédané aux guerres. Maxence Fontanel; Jacques Fontanel. Géoéconomie du sport Le sport au cœur de la politique et de l'économie internationales., L'Harmattan, pp.53-66, 2009, Les idées et les théories à l'épreuve des faits, 978-2-296-07980-9. hal-02112690

HAL Id: hal-02112690

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-02112690v1>

Submitted on 26 Apr 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Le sport, un instrument diplomatique et un succédané aux guerres

Gautier Fontanel
Liliane Bensahel
Jacques Fontanel

In

Géoéconomie du sport .

Le sport au cœur de la politique et de l'économie internationales.

Ed. Maxence Fontanel et Jacques Fontanel

L'Harmattan, Paris, 2009.

Résumé : Le sport est un instrument diplomatique importante, susceptible d'affaiblir à court terme les conflits militaires ou économiques entre les Etats. Il a été parfois considéré comme un acte de guerre ritualisé. C'est aussi un instrument d'action des Etats, avec le boycott, l'embargo ou l'expression de menaces concernant des manifestations sportives d'importance.

Mots clés : Sport, diplomatie, événements sportifs, boycott, embargo, menaces terroristes

Summary : Sport is an important diplomatic instrument capable of weakening military or economic conflicts between states in the short term. It has sometimes been considered a ritualized act of war. It is also an instrument of action by states, with the boycott, the embargo or the expression of threats concerning major sporting events.

Mots clés : Sport, diplomacy, sports events, boycott, embargo, terrorists threats.

Après la première guerre mondiale, le sport a progressivement obtenu une véritable audience internationale, que les gouvernements vont continuer à utiliser à des fins politiques. Si le choix de Sydney pour les JO a été imposé par le clan anglo-saxon, la conscience morale des pays de l'OCDE prête alors à sourire, quand sait qu'ils ont voté, en même temps, en faveur de l'adhésion de la Chine à l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce). Si le commerce pouvait élargir ses horizons, il fallait aussi éviter que la Chine ne devienne rapidement une grande puissance en Asie. Les Chinois obtinrent l'organisation des JO huit années plus tard, lorsque les Occidentaux furent convaincus que l'importance du marché chinois valait bien l'oubli des « incidents » de Tian Anmen, complété par un appel en faveur des droits de l'homme.

Le sport est souvent au cœur des conflits politiques larvés, il fait l'objet d'actions de boycottage au regard des événements politiques et il constitue un instrument ou un réceptacle des conflits mondiaux.

Le sport et les conflits politiques larvés

Le sport était représenté par les anciens Grecs comme une guerre ritualisée, sans armes, sans versement de sang et sans mort. Il s'agissait de s'affronter sans se détruire physiquement. Les Grecs inventèrent les Jeux olympiques comme une sorte de trêve militaire permettant la mise en place d'affrontements sous une forme ritualisée, à base d'épreuves fondées sur les disciplines militaires (course à pied, saut, lutte, lancer du javelot). Le marathon, l'épreuve la plus emblématique des Jeux Olympiques, rappelle un épisode important de la bataille remportée par le général athénien Miltiade contre les Perses en 490 av. J.-C. A Rome, les joutes étaient parfois sanglantes entre les gladiateurs et les guerriers d'élite, offrant à la foule le spectacle de la mort en direct. Au Moyen Age, le tournoi voyait s'affronter des cavaliers en armure, avec une violence qui conduisait aux blessures définitives ou à la mort.

Le sport inventé par Angleterre vers le milieu du XIXe siècle se propose de contrôler la violence. Il canalise les tensions particulièrement exacerbées avec le développement du monde industriel, en leur conférant une forme symbolique, rituelle. Il encadre l'affrontement par des règles et des règlements qui évitent les joutes mortelles. La Grande Guerre a totalement bouleversé les géographies sportives et politiques de l'Europe continentale¹. Le XXe siècle a permis à de nombreux Etats de perdre, puis d'accéder à l'indépendance avec des tracés des frontières subissant de profonds bouleversements. À la fin de la première guerre mondiale, les conséquences du traité de Versailles et la révolution bolchevique ont modifié les rapports de force politiques et stratégiques. Dans ce contexte, le sport est souvent devenu l'otage des politiques nationalistes, avec l'apparition des boycottages. Les dirigeants sportifs (C.I.O., fédérations nationales et internationales) ont été à la fois les exécutants et les victimes de ces stratégies à la quête d'images sportives significatives d'une volonté de puissance ou de résurgence. La dizaine de millions de victimes de la guerre n'a pas arrêté le développement du sport, lequel cherche à se doter dans les années 1930 d'une image de pureté et de pacifisme, que les excès racistes des J.O. de Berlin ont longtemps gommés.

Aujourd'hui, les compétitions sportives sont devenues des ersatz de guerre fondée sur la construction virtuelle d'un conflit entre Etats ou groupes politiques. D'ailleurs, les manifestations sportives sont autant d'occasions pour faire valoir des revendications nationalistes. Les équipes nationales s'affrontent les unes les autres, elles représentent un peuple, une identité, une solidarité. Le fait de défiler derrière le drapeau national met en évidence l'orgueil d'appartenance à une Nation. C'est aussi une manifestation symbolique de leur puissance. Dans ces conditions, les équipes nationales constituent un levier pour tous les nationalismes ou le cœur des protestations autonomistes. Dans le Tournoi des six nations de rugby, le Royaume-Uni se divise entre l'Ecosse, le Pays de Galles, alors que les deux Irlande se réunissent, donnant des espoirs politiques encore jugés inconsidérés. En 2000 aux JO de Sydney, Corée du Sud et Corée du Nord ont défilé sous le même drapeau, sans autre résultat politique probant à terme.

- Au plan international, le nationalisme est parfois refusé par les instances sportives elles-mêmes, sans doute instrumentalisées. Certains Etats ont été jugés indignes de participer aux activités sportives internationales, notamment les pays qui ont perdu la guerre de 1914-1918. Il en a été de même aux Jeux de Londres de 1948 pour l'Allemagne et le Japon. En 1952, l'Allemagne revient dans le giron olympique, pendant qu'Israël et l'URSS (qui n'acceptera pas de loger sa délégation au village olympique) sont admis. La Chine populaire a été admise à Helsinki, ce qui provoqua le départ de Taiwan² (qui

¹ Arnaud, P. (2002), *Olympisme et Relations internationales*, *Relations Internationales*, n°111, pp. 347-363.

² Taiwan reviendra dans la communauté olympique en 1981.

pourtant représentait la Chine au Conseil de Sécurité de l'ONU). Enfin, la Palestine, qui n'est pas membre de l'ONU, est membre du C.I.O., ce qui constitue un début de reconnaissance internationale. Le C.I.O. et la FIFA ont une puissance géopolitique considérable, même s'ils se déclarent tous deux apolitiques. Or, leurs membres sont parfois des souverains, des ministres, des diplomates, parfois des sportifs qui remplissent toutefois d'autres conditions dans la vie sociétale.

D'un point de vue géopolitique, le sport est une occasion de confronter son pays contre le voisin sans envoyer à l'abattoir un pan de la plus jeune génération. Les stratèges internationaux ont essayé de mettre sur pied l'organisation d'un match entre Israël et la Palestine. Mais le caractère symbolique de cet affrontement sportif a été jugé par les deux parties comme une reconnaissance de l'une et de l'autre. Le match entre l'Iran et les Etats-Unis en 1998 a été un moment fugace de fraternisation des deux peuples. Cependant, cet impact n'est pas constant si d'autres griefs réapparaissent. Les rencontres sportives sont aussi autant d'occasions de tisser des alliances avec des nations amies sans entrer dans des conflits mondiaux. Elles se présentent parfois comme le réceptacle obligé de tensions politiques fortes. En 1992, la Yougoslavie été exclue de l'Euro (championnat d'Europe de football) au regard de la guerre dans les Balkans. En 2008, on a parlé de l'exclusion du Soudan dans les compétitions africaines, compte tenu du conflit au Darfour. Celle-ci a été évitée du fait des négociations diplomatiques qui n'ont toujours pas produit d'effets positifs.

Le sport est souvent le lieu des ressentiments dévoilés. En 2004, à la suite de la finale Chine-Japon de la coupe d'Asie, des émeutes antijaponaises ont éclaté, accroissant ainsi le malaise larvé mais puissant entre les deux Etats³. Il n'y a pas eu pour autant une rupture des liens diplomatiques, mais celles-ci se sont un peu dégradées. Le développement des relations commerciales entre les deux pays n'a pas conduit à l'extermination des humiliations d'un peuple en référence à cette guerre sauvage. Après le match entre la France et l'Allemagne de Séville en 1982, caractérisé par la violence du goal allemand, les griefs entre les deux pays sont réapparues, comme si les peuples ne pouvaient pas vraiment modifier leurs comportements décennies après décennies. Mais ces tensions ont vite disparu, même si la mémoire collective des Français reste encore très présente sur cette histoire. Aujourd'hui, la rivalité entre les deux pays s'exprime au sein de l'Union européenne pour construire un avenir commun. Le sport rappelle cruellement les dissensions et conflits qui ont jalonné l'histoire de ces deux pays. Parfois, les manifestations sportives conduisent à des situations plus exacerbées encore. En 1969, le Honduras et le Salvador ont engagé des hostilités militaires à la suite d'un match de qualification à la Coupe du Monde. Lors des éliminatoires pour la Coupe du monde de 2006, des supporters maliens ont été agressés sur la pelouse et en ville par les Togolais. Dans ce contexte, le pouvoir en place n'a rien fait pour prévenir ces incidents, témoignage trouble de son assentiment.

Les manifestations sportives sont des occasions importantes pour l'action terroriste, laquelle se présente d'abord comme un acte de communication manifestant une forme de désespoir. Dans la tristement célèbre opération des J.O. de Munich en 1972, le groupe palestinien, dirigé par Mohammed Daoud Odeh, demandait la libération et le passage en Égypte de 251 personnes incarcérées en Israël ayant défendu leur cause. Le refus ferme et définitif du gouvernement de Golda Meir, malgré l'effort du gouvernement allemand, conduisit à un massacre qui donna la part belle à Israël⁴.

³ Les supporters chinois s'étaient habillés des uniformes japonais des années 30 et ils brandissaient des pancartes inscrivant le chiffre 300.000 (le nombre de morts pendant les hostilités entre les eux pays en 1937) pour exprimer leur hostilité et leur devoir de mémoire.

⁴ Le gouvernement allemand proposa des sommes importantes d'argent et le remplacement des athlètes par des

Pourtant, le football fait revivre les rivalités nationales et il peut conjurer le spectre des guerres passées. En ce sens, il est susceptible de devenir un facteur de paix, en introduisant l'idée de confrontations limitées symboliques, sans conflits guerriers. On en revient aux joies des arènes, pour trouver une dérivation aux conflits qui naissent dans les esprits. Les tensions entre les peuples se concentrent sur le match, lequel joue un rôle de placebo dans les conflits sous-jacents que draine la vie politique. Au fond, le football est un jeu bien organisé, avec des règles, un arbitrage, la possibilité de revanches dans le temps et l'expression de nombreuses spéculations et discussions qui laissent toujours des fondements aux passions. Dans ce contexte, ce n'est pas seulement un jeu, c'est aussi un ersatz de guerre qui éveille des émotions nationalistes tout en réduisant le champ d'application des conflits guerriers. Il n'empêche, qu'à la fin des guerres internationales et civiles, le sport, et notamment le football, se présente comme un moyen d'expression d'un signe de pacification possible et d'un retour aux relations normales entre les pays.

Le boycott des manifestations sportives

La notion de boycott fait référence à une violence contrôlée à l'encontre d'un ennemi ou adversaire avec lequel un litige grave n'a pu être traité par la négociation. Même s'il s'agit d'actions collectives anciennes, son nom officiel, venu d'Irlande, est pourtant récent (1880). Il s'agissait de présenter une alternative non-violente à ceux qui entendaient supprimer la vie à certains grands propriétaires terriens, à leurs intendants zélés et aux personnes disposées à prendre les terres des paysans expulsés (« land-grabbers »). C'est donc d'abord une alternative à un conflit sanglant. Le leader nationaliste Charles Stewart Parnell proposa une mise en quarantaine complète à l'encontre de ces personnes, laquelle fut exercée à l'encontre d'un intendant zélé d'Irlande (Charles Cunningham Boycott). Depuis lors, les manifestations du boycottage sont toujours complexes et parfois contradictoires. Le boycott du thé de Chine vendu par la Compagnie anglaise des Indes orientales fut à l'origine du développement de l'idée de démocratie aux Etats-Unis (« no taxation without representation »)⁵. Par contre, le régime nazi utilisa cette action à l'encontre des commerces juifs en avril 1933.

Pour Gandhi, le « boycott social » contre ceux qui continuaient à servir les intérêts de la couronne britannique remettait en selle les réflexes anciens d'exclusion du système des castes. Il appelait au boycott des produits textiles britanniques pour favoriser l'artisanat local (*khadi*) et il proposait de refuser certains rituels hindous aux « collaborateurs » de la colonisation. Le boycott effraie les élites, car il fait jouer la loi du

officiers allemands de haut rang. Les terroristes ne souhaitaient pas d'argent et leurs vies pesaient peu au regard de la mission qu'ils avaient acceptée. Ils revendiquaient une attitude plus humaine d'Israël à l'égard du peuple palestinien forcé à l'exil ou subissant une violence quotidienne, comme la destruction de villages ou de maisons habitées par des civils. L'opération menée par la police allemande conduisit à in fine l'exécution des otages. La réprobation à l'encontre des Palestiniens fut générale dans le monde, même dans les pays arabes, mais le monde prit conscience du désespoir des Palestiniens. Des mesures de rétorsions militaires israéliens contre les bases de l'Organisation de libération de la Palestine furent engagées au Liban et en Syrie, ainsi que sur des camps de réfugiés palestiniens. Ces actions furent condamnées par le Conseil de Sécurité de l'ONU. Plusieurs responsables palestiniens furent ensuite assassinés par le Mossad. Fontanel, M., Fontanel, J. (2008), Les feux géoéconomiques de l'Olympe,

⁵ La Boston Tea Party du 16 décembre 1773 conduisit à la destruction du thé refusé par la plupart des ports américains, malgré la volonté de la Compagnie des Indes orientales qui tenta de débarquer du thé avec le soutien du gouverneur et l'application des règles de la Préférence Impériale. Elle se présente comme l'un des événements symboliques de la Révolution américaine et de la guerre d'indépendance américaine. La Compagnie résolut ses problèmes financiers causés par le thé en vendant de l'opium produit en Inde à la Chine.

nombre et le déséquilibre des forces en présence⁶. Il est difficilement contrôlable, car personne ne peut obliger les consommateurs à acheter les textiles britanniques. Avec le nombre, la démarche est irrésistible, à condition de viser une forte mobilisation et de très faibles pertes en ligne du respect de l'opération. Il existe pourtant des lois qui condamnent l'appel public au boycott, mais elles sont difficilement applicables.

Les appels au boycott des J. O. de Pékin malgré l'importance des manifestations. Devant les graves événements qui secouent le Tibet, certains experts se sont interrogés sur le point de savoir si le boycott des J.O. n'était pas un moyen efficace pour infléchir la position du gouvernement chinois. L'affront politique aurait été important et les conséquences économiques non négligeables, notamment si les chaînes de télévision s'étaient prêtées à cette opération. Le but visé par le boycott est moins clair entre le refus d'un système politique ou la volonté de ne pas être indirectement complice d'une situation de la majorité des Chinois jugée inacceptable. Les Jeux Olympiques ont toujours été très concernés par les boycotts⁷. Pourtant, le C.I.O. se targue d'une certaine indépendance à l'égard de la politique étrangère des Etats-Unis et il se présente comme le défenseur des intérêts du monde entier. D'ailleurs, il menace d'exclusion tout pays qui se rendrait coupable d'un boycott, quelle qu'en soient les raisons. Dans le cas des J.O. de Pékin, le sport est l'otage des gouvernements et des organisations non gouvernementales. On aurait pu imaginer un boycott des produits chinois, mais l'économie américaine a besoin du soutien financier des fonds souverains de ce pays⁸. Les accords commerciaux sino-américains s'inscrivent délibérément dans le refus du poids géopolitique du sport. En outre, les boycotts sont considérés comme des échecs pour leurs protagonistes.

Les menaces contre une manifestation sportive : l'exemple du Paris-Dakar

L'enjeu géo-économique et stratégique du Paris-Dakar est important. Il comprend plusieurs ingrédients :

- D'abord, l'Afrique, continent économiquement oublié dans la politique de la mondialisation économique, reste attractive pour ses richesses naturelles et son potentiel encore mal connu de ressources pétrolières ;
- Ensuite, l'Afrique du Nord et de l'Ouest, principal lieu d'exercice de cette quête d'exploits sportifs, a toujours noué des relations privilégiées avec la France, avec des périodes de tension importantes qui fragilisent la société responsable de la course automobile.
- Enfin, la course est parrainée par une firme multinationale, Total et Total Maroc, dont les intérêts en Afrique sont très importants. Cependant, le Maroc est en situation de conflit de territoire et de ressources larvé avec la Mauritanie.

D'un autre côté, d'un point de vue strictement économique à court terme, la société organisatrice (ASO, un holding de la communication et presse, avec plus de cent jours

⁶ Dans l'après-guerre, les administrateurs de la couronne royale d'Angleterre étaient en nombre très limité au regard des 400 millions d'Indiens. Dans ce contexte, le rapport de 1 à 400 ne manquait pas d'être inquiétant pour Londres.

⁷ En 1980, à la demande des Etats-Unis, les J.O. de Moscou ont été boycottés par de nombreux pays occidentaux, en raison de l'invasion soviétique en Afghanistan. En 1984, un boycott fut décrété contre Los Angeles par les Soviétiques, au prétexte que la sécurité de leurs athlètes n'était pas assurée. La guerre froide s'installait ainsi dans le monde du sport, même si les alliances ne furent pas toujours respectées. Ainsi, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie ou le Brésil participèrent aux Jeux de Moscou, et malgré l'absence des pays du bloc soviétique (avec Cuba et l'Ethiopie), 140 pays participèrent aux Jeux de Los Angeles.

⁸ Le gouvernement des Etats-Unis a retiré la Chine de la liste noire des pays ne respectant pas les droits de l'homme.

d'événementiel par an) a besoin du Paris-Dakar pendant la saison creuse du mois de janvier, notamment avec l'interruption hivernale des événements sportifs. Les partenaires constructeurs engagent des sommes considérables et une médiatisation très importante apporte un peu de lumière sur l'Afrique.

En janvier 2008, le Paris-Dakar est annulé pour des raisons de sécurité. Les questions posées par cette annulation montrent le lien étroit entre la géo-économie et les événements sportifs de cette envergure et combien les enjeux autres que ceux du sport sont déterminants. La décision semble disproportionnée et la question posée est de savoir si cette décision est vraiment due aux menaces d'Al Qaïda en Mauritanie ou à une "raison d'Etat". Certains avis vont plus loin encore, ils considèrent que les organisateurs, lassés par les difficultés politiques propres à l'Afrique, qui leur interdit nombre de parcours fabuleux, souhaitaient réinvestir d'autres territoires. Cependant, la tradition et les senteurs africaines leur interdisaient une telle politique sans être accusé de haute trahison.

La thèse des menaces terroristes est contestée car les organisateurs n'ont pas présenté ces aménagements de parcours auxquels ils sont coutumiers, notamment en 2007, avec la mise en place de ponts aériens en 2000 et 2006, afin de réduire le risque et de maintenir l'évènement. Il est vrai que cette année le rallye prévoyait un itinéraire majoritairement organisé en territoire mauritanien. Cependant, les autorités mauritaniennes avaient donné des garanties importantes aux organisateurs, notamment le déploiement de 4000 hommes et une surveillance aérienne accrue qui semblaient les avoir rassuré. Dans le même temps, en mars 2008, la course concurrente, mais nettement moins médiatique, « La légende des héros » a été organisée en Afrique.

Depuis 1992, le Paris-Dakar est un événement sportif d'envergure géré par ASO, filiale du groupe EPA (Editions Philippe Amaury), société spécialisée dans la presse et la communication (Le Parisien et l'Equipe). Cette société dispose d'un portefeuille d'événements impressionnant (cyclisme, athlétisme, sports équestres, golf et sports mécaniques). Créé en 1978 par Thierry Sabine, sur la base d'un trajet qui varie chaque année, le Paris-Dakar est devenu un "rallye-raid" professionnel qui rassemble 250 motos, 65 voitures et 65 camions. 2500 personnes mobilisées pendant 15 jours, plusieurs centaines de journalistes, un budget de plus de 10 millions d'euros (25 000 € à 75 000 € déboursés par chaque concurrent) et les budgets des écuries (pour 2008, Mitsubishi avait engagé un investissement conséquent de 2 millions d'euros, partiellement remboursé par les assurances). Cet événement sportif a comme partenaires des constructeurs qui s'engagent avec des moyens limités (Land-Rover, Renault, Volkswagen, Mercedes, Lada), des équipes d'usine aux moyens considérables (Porsche, Mitsubishi, Peugeot, Citroën) et des équipes privées. Il obtient un soutien financier et fonctionnel important des pays traversés et des villes étapes (pour 2008, le maire de Potimao au Portugal parle d'un investissement de l'ordre de 1,5 millions). De plus, pour assurer la sécurité du Paris-Dakar 2008, la Mauritanie était prête à mobiliser 4000 soldats. Enfin, avec Total, le grand partenaire de cet événement sportif, et l'appui logistique de Total Maroc, le renoncement n'a pas été engagé de gaîté de coeur. Il faut enfin convenir que la vocation humanitaire qui accompagnait le Paris-Dakar à ses origines est aujourd'hui mise à mal. La communication de Mécène (Solidarité, Patrimoine, Environnement), premier objectif présenté au départ de cet événementiel, n'est plus aussi influente. Les contestations politiques et écologiques se sont multipliées ces dernières années.

Sur Internet et dans les journaux africains, les critiques contre le Dakar sont restées virulentes. Beaucoup d'articles évoquent le fait que le Paris-Dakar reste une compétition organisée par des commanditaires français qui cache un brin de nostalgie du temps des

colonies. Dans ce paysage où les habitants sont ravalés au rang de décor exotique pour individus en manque de sensations, plusieurs voix, notamment africaines, s'élèvent contre cette compétition d'un autre âge. Les accidents sont nombreux (plus de 50 morts en 30 ans). Un collectif pour les victimes anonymes du Dakar a été créé (CAVAD), sans disposer pour autant de l'oreille des médias les plus importants. En outre, l'impact écologique du Paris-Dakar est fort, non seulement par la pollution directe des véhicules mais aussi du fait de la dégradation des dunes et chemin empruntés et des déchets de 15 jours de bivouac. Cependant, l'organisation considère que le coût écologique pour les deux semaines de compétition (22 800 tonnes carbone) est plus faible que celui d'un grand prix de formule 1 ou de la Coupe du Monde de rugby. L'ensemble de ces externalités négatives avait pourtant décidé le Mali à refuser de passage du Paris-Dakar. Avec l'exil de cette course médiatique vers l'Amérique Latine, plusieurs pays africains redoutent encore plus le silence qui va s'abattre sur leurs conditions.

L'Afrique est un terrain de jeu très complexe, un champ stratégique de grand intérêt. Si les Chinois et les Américains témoignaient d'un nouvel intérêt pour le continent « noir » avant la crise financière d'octobre 2008, la France trouvait dans cet événement un moyen de rappeler ses liens historiques privilégiés avec l'Afrique. Pour Total, l'Afrique est une zone de production essentielle et l'implication de Total Maroc permet de légitimer la présence de la société en Mauritanie. Dans un premier temps, le Paris-Dakar a bénéficié des enjeux géo-stratégiques, mais ce n'est plus le cas depuis quelques années. Au fond, sans analyse correcte de l'impact de Paris-Dakar sur les intérêts des Etats et des multinationales concernées, il est apparu plus judicieux de « délocaliser » la course. L'appui du gouvernement français s'est transformé en une méfiance qui l'a conduit à insister sur les menaces terroristes et d'éviter une nouvelle course aux effets médiatiques, politiques et commerciaux controversés. Le prochain Paris-Dakar aura lieu du 3 au 18 janvier 2009 en Argentine et au Chili, avec Buenos Aires comme ville de départ et d'arrivée. D'autres courses explorent dorénavant d'autres continents, vers d'autres enjeux aux conséquences plus en phase avec le jeu aléatoire des rapports conflictuels entre des Etats.

Le sport, c'est peut-être la guerre, mais celle-ci est ritualisée et mortiphobe. Les Jeux olympiques permettent aux représentants des différentes nations de s'affronter sans s'entre-tuer. Le football professionnel soulève l'enthousiasme des foules et met un peu d'opium dans l'assiette parfois triste des consommateurs. Bref, le sport est au cœur des activités des pays développés, il est même un indicateur intéressant de la puissance d'une Nation. De ce fait, il ne pourra jamais être insensible aux évolutions politiques. Qu'il le veuille ou non, il est inséré dans les relations internationales des Etats, dans les contestations des organisations non gouvernementales, dans les réflexions philosophiques sur son rôle social, dans les projets des firmes multinationales (soit comme produit, soit comme facteur de notoriété) et dans le processus de globalisation. Il aura peut-être des choix à faire, entre le maintien des valeurs nationales (ou nationalistes) ou la victoire à terme du monde de l'argent⁹. Dans son évolution actuelle, le sport semble avoir transformé profondément le respect de ses valeurs initiales. Les considérations nationales subsistent dans quelques manifestations sportives (les J.O. par exemple), mais le monde marchand avance à grand pas pour faire avancer ses intérêts. Les luttes pour l'obtention de l'organisation des Jeux Olympiques n'ont eu que faire des symboles (comment accepter les J.O. à Atlanta alors que le centenaire de leur existence militait pour Athènes, première ville olympique à travers tous les âges), du respect des valeurs

⁹ Ainsi, le basketteur Boris Diaw, le joueur des Sun de Phoenix ne peut jouer avec l'équipe de France de basket-ball, alors qu'il en est le capitaine, car les sommes à payer pour son contrat d'assurance sont considérables. Le monde de l'argent l'emporte sur celui de l'intérêt national.

démocratiques des droits de l'homme et de la paix (comme le choix de Pékin) ou des conditions de réalisation des performances (comme a pu le mettre en évidence la pollution à Pékin). Aujourd'hui, le sport est un enjeu politique national et international, c'est aussi un formidable terrain de revenus et de profits.

Bibliographie

Andreff, M., Andreff, W. et Poupaux, S. (2008), Les déterminants économiques de la performance olympique : prévision du nombre de médailles gagnées aux Jeux de Pékin, *Revue d'économie politique*, n°2.

Arnaud, P. (2002), Olympisme et relations internationales, in *Relations Internationales*, n°111, pp. 347-363.

Augustin, J.P., Gillon, P. (2004), L'Olympisme, bilan et enjeux géopolitiques, Armand Colin, 2004, 173 p.

Boniface, P. (2004), Le sport, c'est la guerre. Géopolitique des Jeux Olympiques, *Le Monde diplomatique*, août.

Boniface, P. (2007), *Football et mondialisation*, Editions Armand Colin, Paris.

Chaix, P. (2004), *Le rugby professionnel en France. Enjeux économiques et sociaux*, Thèse de doctorat. Université de Grenoble.

Chaix, P. (2006), Les jeux troubles du rugby sud-africain, in *Géopolitique Africaine*. Paris.

Chaix, P. (2009), Sport sud-africain et racisme, in *Géoéconomie du sport* (Maxence Fontanel & J. Fontanel, Ed.), L'Harmattan, Paris, 2009.

Fontanel, J., Bensahel, L. (2001), *Réflexions nouvelles sur l'économie du sport*, Collection ECO+, PUG, Grenoble.

Fontanel, J. (2005), *La globalisation en analyse. Initiation à la géoéconomie*, Librairie des Universités, L'Harmattan, Paris.

Fontanel, J., Bensahel, L. (2009), *Les organisations non gouvernementales*, Librairie

Fontanel, J. Bensahel, L. ((2001), *Réflexions sur l'économie du sport*, coll. La Librairie des Humanités, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.

Fontanel, G, Bensahel, L., Fontanel, J. (2009), Le sport expression suprême de la mondialisation économique, in *Géoéconomie du sport* (Maxence Fontanel & J. Fontanel, Ed.) , L'Harmattan, Paris, 2009.

Fontanel, M., Fontanel, J. (2009) *Chronologie géopolitique des Jeux Olympiques*. in *Géoéconomie du sport* (Maxence Fontanel & J. Fontanel, Ed.), L'Harmattan, Paris, 2009.

Fontanel, M., Fontanel, J. (2009), Les feux de l'Olympe. Les leçons. in *Géoéconomie du sport* (Maxence Fontanel & J. Fontanel, Ed.), L'Harmattan, Paris, 2009.

Fontanel, G. (2019), Le Conseil européen et l'organisation du sport professionnel, in *Géoéconomie du sport* (Maxence Fontanel & J. Fontanel, Ed.), L'Harmattan, Paris, 2009.

Jennings (2006), *Carton rouge !* Paris, Presses de la Cité.

Molga, C. (2008), Sport et science, les liaisons dangereuses, *Les Echos*, mardi 12 août

Strenk, A. (1979), « What Price Victory? », *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, septembre.

Yallop, D. (1999) *How they stole the game* , Londres, Poetic Publishing.